

Notre époque est paradoxale, en contradiction apparente avec le concept marxien du rôle du prolétariat dans l'histoire. Le patronat et la droite traitent sans complexe de la valeur travail. La gauche reste par contre en difficulté pour inscrire l'alternative dans une approche de classe fondée sur l'aspiration du travail à se libérer de la domination du capital. Le travail salarié est majoritaire dans la société. Ses attentes sont au mieux appréhendées comme des exigences sociales, considérées comme des finalités. Les discours de gauche abordent l'emploi, délaissant la notion de travail. Dans le sens commun, la notion d'emploi traite de l'individu, sans signifier le contenu du travail, sa finalité et sa contribution aux décisions. Avoir un emploi est le moyen d'exister dans une société où règne le marché de l'emploi. Supprimer ce marché par une sécurisation d'emploi et de formation, répond à l'exigence d'un statut stable de l'individu, mais ce n'est pas en soi l'instauration de pouvoirs du travail sur l'économie. La réponse aux exigences sociales renvoie à une autre utilisation de l'argent, avec le biais que la finance reste le pouvoir institué déterminant les choix. Dans le même temps, le concept marxien du rôle du prolétariat apparaît comme vestige du passé et téléologie sans portée rationnelle pour le présent. Cette tendance, y compris de la part de ceux qui se réclament du marxisme, n'est pas un simple effet d'une disqualification du principe de dictature du prolétariat par le soviétisme. Ce délaissement à gauche s'explique par sa propre histoire.

Au 20^{ème} siècle, le combat pour le social s'est ancré dans les institutions républicaines. Le rapport de forces national et mondial a permis d'obtenir des concessions du capital, principalement dans la répartition des richesses, surtout entre 1945 et le tournant néolibéral. L'enjeu du pouvoir dans l'entreprise a été abordé, mais il est resté en second plan, sauf en cas de luttes pour la survie d'entreprises. L'autogestion a fait débat dans les années 1960 et 1970, mais les obstacles rencontrés et les échecs n'ont pas eu d'impact pratique significatif pour la gauche. L'entreprise capitaliste et le service public se différenciaient sur les finalités : avec la conflictualité entre la valorisation du capital et la réponse aux besoins de la population. Que les dirigeants soient les possédants, ou que leur pouvoir provienne du suffrage universel, le travail est resté réduit à un rôle d'exécutant, de conception et d'organisation pour répondre aux finalités, domaine de conflictualité principale des luttes de classes. Y compris dans les organismes dirigés par d'anciens militants syndicaux et politiques, le point de vue du travail

sur les orientations dans la mise en œuvre des finalités, a rarement été une préoccupation de premier plan. On peut ainsi affirmer que pour l'essentiel, la gauche au 20^{ème} siècle a intégré dans ses modes d'exercice des responsabilités, des formes hiérarchiques, maintenant le travail dans une subordination. Partisans de l'autogestion peuvent en tirer argument, mais le fort taux d'échec des tentatives autogestionnaires a rendu la gauche réticente.

Si la hiérarchisation des pouvoirs est dominante dans la société y compris à gauche, il ne faut pas ignorer le rôle de porte parole des élus, de relais des exigences sociales et des luttes du monde du travail. La représentation politique à gauche est donc dans la vie sociale sur les deux registres : comme porte parole des exigences sociales du monde du travail, et par l'exercice de responsabilités de direction au sein des pouvoirs institutionnels. Le type de médiation réalisée entre les deux registres, distingue schématiquement la pratique socialiste et la pratique communiste. Pour l'intervention social démocrate, le rapport aux luttes tend toujours à signifier « canaliser », afin d'être en mesure d'exercer le pouvoir institutionnel sans confrontation majeure avec le capital. Selon la conception communiste, la dynamique des luttes en confrontation avec le capital, est considérée comme un vecteur de l'alternative, mais dans le même temps, le rôle institutionnel des élus comporte une responsabilité de gestion sous contrainte des critères dominants. Notons aussi que les élus en responsabilités de services publics, sont institutionnellement les représentants des exigences des usagers. Les conflictualités qu'ils ont souvent avec la représentation syndicale du salariat de certains organismes publics, traduisent une confrontation sur les normes de productivité et de salaires, applicables à ce type d'entreprise. En conclusion, le rapport entre le travail et l'exercice des responsabilités de direction, reste un terrain peu couvert en termes de repères de transformation de la société. La nature actuelle de ce rapport, restreint la politisation citoyenne, car le pouvoir d'agir et de décider des individus, notamment à partir du travail, n'est pas au cœur des projets politiques alternatifs.

Le concept marxien d'abolition du salariat reste-il une clef pour la définition d'un nouveau rapport social, susceptible d'être un repère pour la mise en œuvre de l'alternative? Au 20^{ème} siècle, les luttes du monde du travail ont gagné la signification du salaire et du statut du salarié, qui n'est plus seulement vendre sa force de travail. Si le capitalisme est la séparation des producteurs d'avec les moyens de production et la transformation de la force du travail en marchandise, le développement des forces productives se traduit par une organisation collective de plus en plus sophistiquée du procès de travail. L'avenir ne peut pas être dans la réappropriation individuelle par les producteurs du produit de leur travail, comme un retour à une maîtrise par le travailleur sous une forme similaire à celle de l'artisanat. Le travail

collectif s'est construit dans la combinaison d'une division technique des métiers et d'une division sociale et hiérarchique. Les mutations technologiques poussent à une progression des savoirs, à la diversification des compétences, et à une internationalisation des forces productives. Si la constitution des transnationales résulte des mouvements du capital, elle est aussi la matérialisation d'un besoin de l'humanité, à développer des technologies transverses et à se répartir les richesses naturelles. Les nouvelles formes d'organisation du travail visent à mettre au service du capital, les pouvoirs d'agir des individus. La complémentarité des métiers et l'exigence d'un travail collectif auto/organisé par projet, délégitiment l'individualisme libéral, dont le capital a besoin pour mettre les travailleurs en concurrence entre eux. Les nouvelles organisations renvoient la responsabilité des résultats sur le salariat, bien que la maîtrise des moyens reste au capital. La souffrance mentale au travail et les suicides, sont les conséquences de contradictions redoutables pour le psychisme des individus. Mais, ne perdons pas de vue que les formes actuelles d'organisation du travail posent les prémisses d'une démocratisation des pouvoirs à l'entreprise. La tutelle financière et le management associé, sont vécus comme des obstacles à une organisation rationnelle du travail, fondée sur les potentialités humaines. La gauche alternative doit faire projet sur cet enjeu.

Une conception appropriée des pouvoirs dans l'économie ne peut en rester au seul principe du pouvoir des producteurs. La fixation des normes de productivité et des salaires, est à considérer comme une médiation entre le travail, et les usagers ou consommateurs. Le capital remplace cette médiation par son impératif de valorisation et par la domination des marchés, sur le travailleur comme sur le consommateur. La reprise du concept marxien doit donc avancer sur les repères d'un nouveau rapport social de médiation travail/usager ou consommateur. La monnaie et le crédit sont à traiter comme des outils constitutifs de ce rapport social, en rompant avec la toute puissance de la finance et le fétichisme de la valeur argent en soi. Le projet autogestionnaire, confronté au marché, est généralement en difficulté sur la médiation producteurs/consommateurs ou usagers, n'ayant pas réussi à asseoir les normes de productivité sur une médiation transparente. Rappelons que la suppression du marché dans la société soviétique a conduit à une économie administrée, qui s'est approprié la médiation et a ainsi délaissé le chantier de la démocratisation. Cette médiation détermine la configuration des pouvoirs dans l'entreprise et dans l'économie. Le remplacement de la hiérarchisation des pouvoirs par une véritable démocratisation, nécessite la transparence des critères de cette médiation. A l'heure actuelle, le capital détourne cette médiation en imposant le primat des critères financiers. La hiérarchisation des pouvoirs matérialise cette confiscation,

en excluant les travailleurs des choix sur les critères du rapport entre producteur et consommateur, et par conséquent, sur les normes de productivité.

Cette exclusion du travailleur comme partie prenante des choix de la médiation, est en fait contradictoire. En effet, aucun choix à réaliser ne peut se faire sans s'appuyer sur les savoir faire. C'est pourquoi, la hiérarchisation des pouvoirs a besoin de l'archétype de l'expert, pour légitimer les décisions. L'origine collective des savoirs est ainsi mise au service des pouvoirs, en surévaluant le statut des experts, en conformité avec l'individualisme libéral. Les experts sont aussi sollicités pour intervenir et solutionner les crises dans la mise en œuvre du travail. Cet exercice les conduit à pratiquer une mise en commun des savoirs, à faire appel à la transversalité des compétences. Au fond, la fonction d'expert n'est efficiente que si elle contribue à déployer l'intellectuel collectif que constitue l'ensemble du collectif des travailleurs. Dégagée de l'individualisme libéral, elle contribue à la dynamique du développement des connaissances, comme produit du travail collectif et des échanges d'expérience inter/entreprises. L'archétype de la propriété des connaissances, que le capital s'évertue à maintenir et développer comme support de sa valorisation, est donc dans les faits, en contradiction avec le processus réel de progression des connaissances. Le mouvement syndical et politique doit tirer toutes les conséquences de cette remise en cause. Le rapport élitiste entre le travail intellectuel et le travail manuel est lui aussi un frein à l'alternative. Les évolutions du salariat vont vers une intellectualisation des diverses fonctions du travail. Mais, l'élitisme cristallise encore les comportements des intellectuels: il faut se vendre sur le marché de la communication, de la production des connaissances et de l'idéologie.

En conclusion, le projet d'appropriation sociale doit savoir investiguer les caractéristiques du travail d'aujourd'hui, sans en réduire l'analyse aux seules formes de domination. Les prémisses de l'alternative se jouent de façon multiple. La remise en cause de la hiérarchisation des pouvoirs et de l'élitisme est un point clef. La politisation citoyenne, permettant au monde du travail d'être partie prenante des décisions de direction dans la société, passe par l'identification de la médiation nécessaire entre le producteur et l'utilisateur ou le consommateur. Si le principal obstacle est le marché et le capital, exerçant leur domination sur le producteur et le consommateur, la gauche de transformation sociale doit clairement concevoir que le dépassement du marché et du capitalisme, ne consiste pas à instaurer une simple administration des choses, avec des experts au service d'une nouvelle finalité. Le dépassement du marché et du capitalisme implique un nouveau rapport social réalisant des médiations que le capital a subordonnées à sa valorisation. La relance du concept marxien sur le rôle du prolétariat, a besoin de cette mise à jour pour être opérant.